

Le financement de la Sécurité sociale dépend t-il de la poursuite de la croissance économique ?

Denis Bayon et Bernard Friot

Paris, 30 mai 2016

Défense de la Sécurité sociale : les limites du discours syndical traditionnel

Pour pointer les désaccords qui existent entre nous et les analyses syndicales les plus émancipatrices (et absolument nécessaires), nous commenterons un document publié par le Centre confédéral d'études économiques et sociales de la Confédération générale du travail (Collection « Études et documents »)¹. Quoique déjà ancien, écrit lors de l'une des offensives patronales contre la Sécurité sociale retraite (2003), les analyses contenues dans ce texte n'ont nullement été démenties par les propositions ultérieures de la Cgt dans le domaine économique.

Le propos est de démontrer qu'il est tout à fait possible de garantir un haut niveau de retraite jusqu'en 2040 et a fortiori au-delà (lorsque la « pression démographique » se réduira fortement du fait de la stabilisation de la part des personnes âgées de plus de 60 ans dans la population). L'auteur commence par rappeler une donnée précieuse : alors que près de 30 % des retraités vivaient sous le seuil de pauvreté au début des années 1970, cette proportion est inférieure à 5 % à la fin des années 1990 et plus faible que le taux de pauvreté de la population des actifs salariés (y compris les chômeurs ayant déjà eu un emploi). C'est dire la puissance du salaire socialisé et de la Sécurité sociale. Et c'est la raison pour laquelle il importe en effet de la défendre et surtout d'étendre sa logique. Comment faire ?

Pour Vlady Ferrier, conformément à la quasi totalité des lectures syndicales, la Sécurité sociale retraite relève de la « *solidarité entre les générations* » et de la « *répartition* » : « *compte tenu de l'âge, les chances de pouvoir subvenir en totalité ou même en partie à ses besoins par l'exercice d'une activité rémunérée s'amenuisent très rapidement au fil du temps.* » (p.9) Ce sont donc « *les actifs cotisants qui font l'effort* » (p.17) de financement des retraites au nom de la solidarité nationale avec des personnes de plus en plus incapables de satisfaire leurs besoins. Comme, pour des raisons démographiques, le nombre de personnes âgées va croître de façon certaine, il faudrait consacrer, selon V. Ferrier – suivant les travaux du Conseil d'orientation des retraites – plus de 16 % du Produit intérieur brut à la « répartition » au titre de la Sécu retraite en 2040. Est-ce insurmontable ? Certainement pas. L'auteur montre à quelles conditions il est souhaitable et possible de réduire « *l'effort des actifs cotisants* » :

- En favorisant le plein emploi « à partir des années 2005-2010 » (p.17), de façon à répartir entre un très grand nombre d'actifs cotisants la charge de l'effort de financement ; d'où peut-être, quinze ans plus tard, la revendication – nouvelle pour la Cgt – d'une « réduction du temps de travail » hebdomadaire à 32 heures, dont elle attend des « millions d'emplois ».

- En favorisant une forte croissance du Produit intérieur brut : si la valeur économique produite s'accroît proportionnellement à l'effort de répartition fait en faveur des retraites, les actifs cotisants conservent leur pouvoir d'achat.

1 Vlady Ferrier, *Que faire pour garantir les retraites ? Propositions de la Cgt* (2002). L'auteur, membre du COR reprendra ses thèses à l'invitation de la Revue critique d'écologie politique *Eco'rev* lors des luttes contre la loi Raffarin (2003). Voir « Retraites : quelle réforme? », juin 2003, <http://ecorev.org/spip.php?article174>

Tout cela est parfaitement à notre portée, note V. Ferrier :« le Conseil d'orientation des retraites (C.O.R.), dont tout le monde s'accorde à reconnaître le sérieux des travaux et la pertinence des projections qu'il a effectuées à l'horizon 2040-2050, estime que l'économie française, moyennant, il est vrai, une politique volontariste, est parfaitement capable de résorber en grande partie le chômage actuel d'ici 2010, et d'assurer une croissance moyenne de 1,6% par an. » (p.47)

Cette analyse en défense de la Sécurité sociale pose selon nous de très sérieux problèmes.

Le premier est évidemment que l'heureux événement attendu – forte croissance économique, plein emploi à horizon 2010 – ne s'étant pas produit, on peut en déduire, suivant le propre raisonnement du Centre confédéral d'études de la Cgt, que le financement des retraites (et de la Sécurité sociale en général) n'est plus supportable. Or loin de s'améliorer, il est maintenant évident pour nombre d'analystes, notamment marxistes, que la situation économique du capitalisme se dégradera encore davantage au cours des années qui viennent du fait de la chute des taux de profit générée par la très forte valeur du capital accumulé à l'échelle mondiale². Sur ce point, la littérature syndicale est entièrement muette. Il est vrai que son analyse a besoin d'un capitalisme en pleine forme pour démontrer la possibilité de financer, grâce à la répartition d'une forte valeur économique produite, de hauts niveaux de Sécurité sociale...

En conséquence aucune critique du projet politique de toujours plus de croissance économique n'est admissible puisqu'il en va de la possibilité même de faire vivre une Sécurité sociale. Les écologistes « radicaux » (ceux qui n'adhèrent pas au mythe de la « croissance verte », au « découplage » entre croissance de consommation énergétique et croissance économique³) se trouvent *de facto* dans le camp des adversaires de la Sécu. Cette analyse pose un problème politique redoutable dans la mesure où il devient chaque jour plus évident – notamment grâce à des milliers de publications scientifiques de haut niveau – que, étant donné le niveau de développement technique que connaissent nos sociétés, la destruction des milieux naturels à l'échelle mondiale est la conséquence directe de toujours plus de croissance économique pratiquement partout sur la planète. Pour ne prendre qu'un exemple, c'est aujourd'hui une classe entière d'animaux (les batraciens) qui serait désormais menacée, conséquence de la destruction généralisée des paysanneries et du développement des échanges mondialisés de marchandises⁴. Malgré cette connaissance, parfaitement argumentée, la nécessité de pousser toujours plus loin le développement industriel ne peut jamais être interrogée dans les milieux syndicaux du fait des analyses économiques proposées⁵.

Pour dire abruptement les choses, ne peuvent jamais être envisagées à la fois un renforcement de la mutualisation de la valeur économique (qui est d'ores et déjà une réalité principalement grâce à la Sécu, cf. ci-dessous) et une évolution vers une société française beaucoup plus sobre, réduisant fortement ses consommations de ressources naturelles.

Cette cécité est la conséquence de l'adhésion – *a priori* surprenante de la part de syndicats se référant à la lutte des classes – à la convention de valeur capitaliste et aux institutions qui l'incarnent. Ainsi, dans les textes syndicaux, « richesse » et « valeur économique » se trouvent-elles confondues. Les déterminants institutionnels et politiques de mesure de la richesse concrète

2 Maito, Esteban Ezequiel, 2014 « The historical transience of capital : the downward trend in the rate of profit since XIX century », MPRA Papers 55894, University Library of Munich, Germany.

3 Qui ne s'est jamais produit, pour une première approche voir Flipo *et al.* *La décroissance*, La découverte, 2012 ; *Produire plus, polluer moins : l'impossible découplage ?* (collectif), Les petits matins, 2014

4 « Global Amphibian Extinction Risk Assessment for the Panzootic Chytrid Fungus », *Diversity*, 2009, 1(1), pp.52-66

5 Voir par exemple le n°115 de [Analyses et documents économiques du Centre confédéral d'études économiques et sociales de la Confédération générale du travail et ses dossiers](#) : *Comment sortir l'industrie du carcan de la finance ? Quels moyens pour le développement de l'emploi et de l'industrie ?* Journée d'étude confédérale du 19 janvier 2011 (Montreuil). - *Pour une politique de développement de l'industrie européenne et de l'emploi*. Journée d'étude de la Fédération Cgt des travailleurs de la métallurgie du 30 mars 2011 (Montreuil).

n'appellent jamais la moindre interrogation. Toute la valeur économique que présente l'agrégat « Produit intérieur brut » est une valeur économique capitaliste. Dès lors, le fait que seuls les « actifs occupés » de l'économie marchande capitaliste se trouvent à l'origine – majoritairement via leur travail dans l'emploi⁶ – d'une valeur économique ne mérite pas d'être sérieusement discuté. Fort logiquement, seul le retour au plein emploi permettrait de répartir plus équitablement « l'effort de financement par actif cotisant » en faisant travailler tout le monde (et en réduisant les cotisations UNEDIC). Il faut alors mobiliser le plus possible de « travail-emploi » afin qu'il crée la valeur économique la plus élevée possible en vue de la répartir, via la Sécu. (Cette lecture vaut évidemment également pour l'ensemble de la fonction publique dont le financement dépendrait de « prélèvements obligatoires » sur une valeur économique créée préalablement. Autrement dit, pas plus que les retraités incapables de subvenir à leurs besoins, le travail des fonctionnaires n'est à l'origine du moindre centime de valeur économique.)

Existe-t-il un frein à la logique capitaliste ? *A priori* aucun. Tout n'est qu'une affaire de curseur entre les revenus du travail et ceux du capital. D'où l'idée de « *prélever directement à la source* » une plus grande part de la « *richesse produite par le travail* »⁷. La modulation des « cotisations patronales » en fonction de la valeur ajoutée produite par les entreprises dans telle ou telle branche d'activité permettrait de déplacer la répartition au profit des salaires et donc de la cotisation.

Défense émancipatrice de la Sécurité sociale et écologie radicale sont-elles définitivement condamnées à s'ignorer, se combattre ? Heureusement non ! Une compréhension de la réelle subversion de la valeur économique capitaliste que réalise la Sécurité sociale permettrait d'engager dans un dialogue fécond – ou dans des confrontations intellectuellement fondées et argumentées – écologistes anticapitalistes et héritiers revendiqués des conquêtes du mouvement ouvrier, puis salarial, révolutionnaire.

La cécité de l'écologie politique sur la valeur économique

Historiquement l'écologie politique est principalement née de la dénonciation des conséquences environnementales⁸ de la surexploitation de milieux naturels par les activités humaines, à savoir la progression du capitalisme industriel⁹. Pour utiliser un vocabulaire marxiste, elle s'est donc focalisée sur certaines valeurs d'usage de biens et services concrets dont elle contestait la production (centrales atomiques, agriculture industrielle...). Dès lors, au-delà des innombrables querelles, les projets d'une société écologique décrivent les productions concrètes qu'il faudrait défendre (paysannerie familiale, artisanat...), celles qu'il faudrait développer (énergie renouvelable, dense réseau de transports collectifs sur petites distances) et celles qu'il importerait de stopper ou de limiter fortement (transport aérien, agro-industrie, automobile individuelle, etc.).

L'attention que l'écologie politique a porté aux valeurs d'usage était absolument nécessaire. Elle permettait, à sa façon, de faire descendre « du ciel des idées », les catégories abstraites de

6 Et demain, si le projet des classes dirigeantes aboutit, via le travail d'auto-entrepreneurs « ubérisés » et dotés d'un revenu de base.

7 Vlady Ferrier, « Que faut-il faire... », p.47. L'expression est révélatrice. Le mot « richesse » renvoie à des biens et services concrets, qu'il n'est évidemment pas question de « prélever » dans l'esprit de l'auteur sauf à procéder par réquisition... Ce qui peut être « prélevé » (et réparti), c'est la valeur économique (l'argent). Manifestement ici, « richesse » et « valeur » sont synonymes, soit une naturalisation totale de la valeur économique confondue avec les richesses concrètes.

8 Même si d'importants penseurs écologistes ont insisté sur les conséquences anthropologiques du développement industriel (Illich, Charbonneau, etc.).

9 L'année 1962 est une date clef à laquelle sont publiés, aux USA, deux ouvrages grand public qui, sur la base d'une synthèse des meilleurs travaux scientifiques de l'époque, montraient déjà l'ampleur des ravages écologiques provoqués par le progrès de l'industrialisation : dans le domaine agricole (*Silent Spring* par Rachel Carson – un best seller mondial) et dans l'ensemble de la société (*Our Synthetic environment* par Murray Bookchin, premier ouvrage du théoricien mondialement reconnu de l'« écologie sociale »).

l'économie politique et de montrer la réalité prosaïque du monde qu'elles produisaient. A savoir une crise écologique absolument formidable, conséquence du développement de l'économie industrielle à peu près partout sur la planète¹⁰. Désormais, phénomène entièrement neuf, c'est la possibilité même de l'existence des civilisations humaines à plus ou moins brève échéance qui se trouve interrogée¹¹. Le seul discours que les classes dirigeantes – et leurs nouveaux alliés associatifs – ont été capables de mettre en avant est celui du « développement durable » lequel permettrait grâce à une nouvelle révolution industrielle (le numérique, la « smart economy ») de rendre compatible croissance de la valeur économique et réduction des impacts des activités humaines sur les milieux naturels. Or celui-ci est privé de tout fondement. Les techniques de l'ère numérique sont au contraire à l'origine d'un formidable bond de consommation de matière et d'énergie. A titre d'exemple, en 2020, les *data centers* américains rejeteraient autant de CO2 que le transport aérien mondial ; en France, le numérique consomme d'ores et déjà 9 % de notre électricité¹².

Or, du fait de l'accent mis sur une critique de la valeur d'usage des marchandises (et également de nombre de produits et services non marchands), l'écologie politique a très souvent négligé les interrogations portant sur la valeur économique¹³. Si elle n'a pas manqué de critiquer l'indicateur du Produit intérieur brut – incapable de prendre en compte les ravages écologiques de la poursuite de l'accumulation de valeur économique – elle a toujours considéré ce dernier comme un bloc et ne l'a jamais envisagé comme une agrégation de valeurs économiques contradictoires. Nulle surprise donc à ce que, dans leur grande majorité, les discours écologistes soient sensibles à des propositions de « fiscalité verte » qui ne dérogent en rien à la problématique du prélèvement. Il s'agit toujours de ponctionner de la valeur économique là où elle est produite (dans la sphère marchande capitaliste, et uniquement là) pour la transformer en ressource pour des activités économiques intéressantes d'un point de vue écologique. Or, il échappe généralement à ses partisans que les activités écologiques financées par la « fiscalité verte » seront inévitablement soumises aux contraintes que la valeur économique capitaliste fait peser sur le travail humain : maximisation du taux de profit, accumulation du capital, exploitation du travail, croissance de la valeur... Avec leurs conséquences habituelles (et néfastes) en matière d'environnement... Sur ce point, l'écologie politique participe à la naturalisation de la valeur déjà repérée : richesse et valeur sont entièrement confondues.

Seule une réinterrogation critique des conventions et des institutions sociales attribuant une valeur économique au travail, aux biens et services qu'il produit permet de comprendre que, dans nos sociétés, une part importante de la monnaie échappe aux règles du capitalisme. Ce qui revient à reprendre le travail de la critique politique de la valeur économique en vue de sa transformation (le projet originel du mouvement ouvrier et de Marx). Et pour cela nul n'est besoin d'aller chercher bien loin pour qui sait lire le réel. Ce sont en effet les institutions de la Sécurité sociale, fort malmenées par l'Etat pour cette raison, qui ont mené à bien ce projet.

La valeur économique portée par la Sécurité sociale

Historiquement, le syndicalisme révolutionnaire – principalement incarné en France par la Confédération générale du travail – a été à la pointe d'une lutte acharnée pour une autre pratique de

10 A titre d'exemple, la conclusion du *Millenium Ecosystem Assessment* (2005) – le plus grand travail de synthèse des travaux scientifiques réalisés à l'échelle mondiale à ce jour dans le domaine des « sciences du vivant » – est sans appel : l'exploitation industrielle de la nature au cours de ces dernières décennies provoque une crise planétaire d'extinction des espèces qui met en péril les sociétés humaines.

11 C'est le meilleur du travail d'humanisation, de civilisation, de pacification des rapports sociaux qui est aujourd'hui fragilisé. Et non les humains en tant qu'espèce vivante. On pourrait dire au contraire que la crise écologique menace de nous faire régresser à notre état d'espèce naturelle, lorsque la survie biologique devient une préoccupation permanente comme c'est d'ores et déjà le cas des millions de « réfugiés climatiques » à travers la planète.

12 Flipo et al., *La face cachée du numérique*, L'échappée, 2013

13 L'oeuvre de Jean-Marie Harribey a été une des tentatives en ce domaine, voir *La richesse, la valeur et l'inestimable*, Les Liens qui Libèrent, 2013. Notre approche est toutefois très différente de la sienne.

la valeur économique, cherchant à marginaliser puis remplacer les institutions propre au régime capitaliste. Il n'a pu le faire qu'en considérant que l'institution monétaire n'était pas l'expression passive d'une valeur économique donnée de toute éternité et révélée par l'ordre capitaliste. Si tel était le cas, il n'aurait eu d'autre solution que de lutter pour la suppression totale de la valeur économique, une folle chimère pour nos sociétés qui connaissent la circulation monétaire à grande échelle depuis des siècles¹⁴.

La valeur économique se donne principalement à voir à travers l'institution monétaire. Il est donc absolument décisif de distinguer la création monétaire capitaliste de celle qui échappe, ici et maintenant, partiellement mais réellement et fortement, à cet ordre.

La création monétaire capitaliste anticipe, via le crédit bancaire, la valeur économique marchande des biens et services concrets produits par une force de travail, recrutée sur un marché du travail et mise en œuvre dans un emploi ou par un travailleur indépendant conformément à la contrainte fondamentale du régime capitaliste : la maximisation du taux de profit de l'entreprise (le rapport des profits sur la valeur totale de son capital). Une de ses caractéristiques les plus mortifères est le caractère entièrement aveugle quant à ses conséquences concrètes. Qu'importe ce qui est produit, la seule contrainte qui pèse sur l'entreprise et ses travailleurs est que la marchandise trouve suffisamment de consommateurs pour rentabiliser le capital accumulé. D'où l'impuissance radicale des classes dirigeantes à faire face à la crise écologique puisque la finalité dernière de leurs oeuvres leur échappe radicalement¹⁵.

Outre la lutte contre l'exploitation féroce du travail qui résulte de ce régime économique, le mouvement salarial révolutionnaire a largement réagi à cet impossible contrôle collectif sur notre destin, conséquence de cette recherche coûte que coûte, et a priori éternelle, d'accumulation de valeur économique.

Loin donc de se limiter à la revendication d'un « juste partage de la valeur », le meilleur du mouvement syndical a lutté pour une maîtrise collective de la valeur économique, qui suppose précisément d'abolir les institutions capitalistes. Revenir sur cette histoire permet de rompre avec une défense de la Sécurité sociale qui ne voit d'autre salut que l'accumulation préalable de la valeur économique capitaliste la plus élevée possible. Elle permet surtout de réintégrer la question écologique dans des interrogations politiques fondamentales : quelles règles pour la valeur économique dans une société démocratique, pour quelle finalité sociale ? Nous ne voyons pas en effet comment il pourrait exister une société écologique sans un contrôle collectif des finalités du travail humain.

L'histoire de la Sécurité sociale constitue selon nous la plus pertinente des pistes de réponse possible. Un de ses pratiques les plus innovantes fut en effet la création d'une réelle démocratie sociale, c'est-à-dire les premiers pas en vue d'une gestion par les salariés eux-mêmes de la valeur économique qu'ils créaient. Les ordonnances de 1945 prévoient à cet effet « *de confier la gestion des futures caisses départementales unitaires de sécurité sociale à des conseils d'administration élus dotés de larges pouvoirs et composés pour les trois-quarts de représentants des assurés sociaux* » (Friot 2006). Le salaire mutualisé – financé par cotisations sociales – appartenant au collectif des salariés, il est logique qu'il soit contrôlé par ces derniers. Une telle « innovation sociale » ne tombait pas certes pas du ciel. Elle était le résultat de décennies de pratiques révolutionnaires. Elle ne signifiait rien d'autre que l'amorce d'un mouvement d'expulsion de la bourgeoisie, la remise en cause de la « démocratie des actionnaires », des propriétaires d'entreprises

14 Sur ce point, lire la confrontation entre B. Friot et A. Jappe dans *Sortir de l'économie de marché*, Atelier de création libertaire, 2014.

15 Cette impossibilité pour l'ordre capitaliste de se donner à lui-même la moindre finalité sociale a toujours constitué un atout décisif pour ses défenseurs (tel Hayek) puisqu'il permettrait d'en finir avec les servitudes politiques, « les totalitarismes ».

soumis à la dure loi de l'accumulation sous contrainte de la maximisation des taux de profit. Elle créait les conditions de la maîtrise politique de la valeur économique par le plus grand nombre.

L'idée d'une caisse unique de Sécu sera efficacement combattue et ce seront finalement des caisses primaires et caisses d'allocations familiales qui verront le jour. Le pouvoir politique de ouvriers se trouvera d'autant plus amoindri que c'est l'Etat qui fixera les taux de cotisation. Mais cela n'empêchera pas l' « *affirmation pragmatique de la cotisation sociale* » (Friot 2012) qui financera ces caisses et permettra à des élus ouvriers de maîtriser politiquement la valeur économique. Notamment en contrôlant les investissements dans le domaine de la santé, soit la gestion de budgets considérables malgré les embûches patronales et étatiques¹⁶.

Si l'on reconnaît que ces institutions ont été à l'origine d'une pratique émancipatrice de la valeur économique en valorisant des « activités » très différemment de la valeur capitaliste, alors on admettra que cette dernière a d'ores et déjà été fortement concurrencée par la Sécurité sociale (qui représente 20 % du PIB aujourd'hui). La conclusion qui vient logiquement est que les cotisations sociales ne correspondent pas à un transfert de valeur économique d'agents productifs vers des agents improductifs (ou d'individus actifs vers des individus inactifs) mais à une circulation de monnaie qui reconnaît une valeur économique non capitaliste à des personnes. C'est-à-dire un travail, celui des soignants et personnels d'un hôpital public, des parents, des chômeurs, des retraités. Certes, pour des raisons historiques, cette monnaie est bel et bien créée à l'occasion de la production de marchandises (les cotisations ont comme base le travail-emploi) mais loin de correspondre à leur valorisation, elle en fait exploser le carcan en finançant à grande échelle des travaux qui lui échappent.

Seule la reconnaissance de cette confrontation majeure entre, d'une part, une création monétaire conforme à la valorisation capitaliste du travail et de ses produits et, d'autre part, une création monétaire subvertissant la valorisation capitaliste permet de comprendre l'acharnement des classes dirigeantes contre la cotisation sociale (une « charge ») et la possibilité de faire vivre des caisses autonomes de sécurité sociale. Car celles-ci, à la différence des impôts et de l'Etat social¹⁷, sont à même de bouleverser l'ordre institutionnel.

Seule cette lecture permet de comprendre la réalité économique non comme l'expression d'un système dont il est unimaginable d'envisager sortir (sauf en faisant « du passé table rase » ce qui n'arrive jamais) mais comme une tension dialectique entre des institutions contradictoires, antagoniques.

Une autre pratique politique de la valeur économique, la condition de l'écologie

Cette brèche ouverte dans l'ordre de la valeur capitaliste devrait fortement intéresser l'écologie politique. Car si on considère qu'une autre valeur économique, portée par des idées démocratiques, est déjà massivement présente dans notre société, alors il est possible de s'en rendre maître en vue de favoriser une société écologique. Par une « ruse de l'histoire » dont nous sommes coutumiers, l'écologie politique gagnerait grandement à s'intéresser davantage à ce qu'a réalisé un mouvement ouvrier révolutionnaire pourtant totalement étranger à sa cause (et qui l'est largement resté même si des choses changent heureusement¹⁸ quoique lentement) qu'à nombre de propositions issues de ses propres rangs qui méconnaissent la cohabitation conflictuelle entre deux processus de valorisation

16 Pour un témoignage d'un des administrateurs de ces caisses peu après la libération voir D. Lachosme, *Pour une démocratie économique*, atelier de création libertaire, 2016.

17 Si on juge que les cotisations sont des prélèvements insupportables, il devrait en aller de même des impôts. Or non seulement le principe de ceux-ci n'est pas délégitimé mais ils sont de plus en plus invités à se substituer aux cotisations sociales pour financer la Sécu.

18 Ainsi de l'opposition de l'UD Cgt 44 à l'aéroport de Notre-Dame-des-landes, de même que les syndicats Cgt du groupe Vinci.

économique et donc le jeu politique qu'elle autorise.

Un des moyens envisageables en vue de sortir la production de richesse des impasse liées à la valorisation capitaliste est d'accroître la part mutualisée de la valeur économique grâce à l'instauration d'une cotisation économique pour financer l'investissement des entreprises (qui ne serait plus dépendant du taux de profit industriel et de la rentabilité bancaire). Cette cotisation économique – sur le modèle de la cotisation sociale qui finance principalement des salaires – constituerait la ressource de caisses d'investissement nouvellement créées qui décideraient – à une échelle nationale, régionale, locale – des investissements à financer (en totalité ou partiellement) pour les entreprises existantes et celles nouvellement créées. Ces caisses seraient gérées par des administrateurs élus par l'ensemble de la population sur un programme économique. Il leur serait alors possible de faire le choix de défendre l'agriculture paysanne plutôt que l'agriculture industrielle, les Trains Express Régionaux plutôt que les Trains à Grande Vitesse, etc. Ou de continuer comme « avant », c'est-à-dire maintenant ! Une telle proposition ne vise rien d'autre que la réactivation de la démocratie propre à la Sécurité sociale des origines – selon des modalités qui feraient l'objet d'un important débat démocratique préalable – qui verraient leurs compétences élargies.

Une telle approche revitaliserait la démocratie à tous les niveaux (local, régional, national) au moment même où nous mesurons les terribles limites du droit de suffrage politique, élisant des « représentants » totalement impuissants à s'opposer à la valeur capitaliste même lorsqu'ils annoncent le contraire (ce qui nourrit en retour ressentiment populaire et vote à l'extrême-droite). La raison en est dramatiquement simple : ce n'est tout simplement pas du ressort d'assemblées politiques de faire vivre une démocratie économique. Seuls les producteurs de valeur économique sont à même de le faire. C'est-à-dire la population dans son ensemble, reconnue comme tels par les nouvelles règles de la valeur économique. Il en découlerait naturellement de vives tensions et d'importants conflits entre élus politiques et gestionnaires élus des cotisations économiques. C'est toute l'histoire de la Sécu qui peut se résumer à un tel affrontement dont, pour l'heure, les représentants de l'Etat sont sortis largement victorieux.

Un tel mouvement supposerait que les mouvements écologistes sortent du « small is beautiful ». Seules des décisions prises à une échelle globale (ici nationale, en attendant mieux) seraient à même de faire face à une crise écologique elle-même globale en contestant des décisions qui ont lieu elles aussi à une telle échelle (les conseils d'administration des grands groupes industriels et financiers, la haute fonction publique). Il est grand temps d'en finir avec l'état de défaite politique qu'entérine le « penser global agir local » cher à nombre d'écologistes. Lorsqu'on ne fait qu' « agir local » pendant que les classes dirigeantes « agissent global », l'action écologiste est immanquablement battue. (Au mieux offre-t-elle des poches de résistance à des grands projets industriels nuisibles. Ce qui n'est certes déjà pas si mal mais très insuffisant.) Cela ne signifie évidemment pas dénier tout intérêt à l'action locale et à des formes décentralisées d'action économique. C'est même l'exact contraire. Dans un contexte de forte mutualisation et de démocratisation de la valeur économique, ce serait bien, par exemple, des artisans boulangers qui produiraient le pain – et non une « entreprise nationale » de boulangerie financée par une caisse nationale d'investissement. Mais la condition même pour que puissent exister et croître en nombre des artisans boulangers (nombre d'entre-eux sont aujourd'hui rayés de la carte par les grandes entreprises de la boulangerie industrielle beaucoup plus rentables¹⁹) est que la logique de création monétaire capitaliste soit contestée à l'échelle

19 Nous savons la qualité déplorable du pain que celles-ci produisent, que ce soit sur le plan gustatif ou sanitaire (l'épidémie d'intolérance au gluten, conséquence probable des transformations du blé pour la panification industrielle). Debord notait il y a longtemps que les problèmes de qualité ou d'approvisionnement en pain des populations avaient toujours été d'excellents détonateurs révolutionnaires. Il s'étonnait que la disparition du bon pain dans les années 1970, années au cours desquelles l'agro-industrie asseyait son pouvoir, n'ait provoqué aucun mouvement de protestations populaires, augurant des années de soumission à l'ordre des choses auxquelles il serait

nationale (en attendant mieux). Alors des caisses locales d'investissement – et non plus des établissements bancaires à but lucratif – pourraient financer l'installation de petites boulangeries artisanales (mais aussi de fermes paysannes, etc.) non rentables pour les règles de la valeur capitaliste. La condition pour retrouver une économie humaine, à plus petite échelle, pour *conserver* le meilleur des temps anciens (et l'écologie a toujours assumé sa dimension conservatrice), c'est le démantèlement à grande échelle de la valeur capitaliste et des institutions qui l'incarnent.

Dans une telle perspective il n'existerait plus aucune contradiction entre une forte mutualisation de la valeur – via une Sécurité sociale de plus en plus étendue jusqu'au financement de l'investissement²⁰ – et la décroissance de la valeur économique à une large échelle. Mieux même, la première nous semble la condition de la seconde : lorsque domine la valeur capitaliste, la décroissance économique a pour seul nom « récession ». Dans une démocratie économique, pourraient s'affronter, avec des enjeux réels, partisans de la décroissance économique – c'est-à-dire d'une valeur économique écologiste qui viserait la sobriété – et adversaires de celle-ci. Mutualisation et démocratie économique nous semblent réunir les conditions politiques nécessaires pour affronter les périls anthropologiques et écologiques de l'heure. Sont-elles suffisantes ? Certainement pas. Il serait bien possible après tout qu'aucune majorité ne se dégage jamais en faveur de la sobriété matérielle dans nos sociétés. L'homme moderne peut-il sérieusement envisager de se passer de smartphones connectés ? Il est permis d'en douter au moins à court terme. Mais au moins retrouverions-nous de véritables affrontements historiques, de réelles batailles politiques (avec ce qu'elles supposent d'excès, de compromis, de trahisons, de tragédies) avec des conséquences fort concrètes pour la vie de nos cités. Bref l'Histoire se trouverait enfin dégagée de l'ornière où elle s'enlise depuis trop longtemps.

grand temps de mettre fin.

20 Celui-ci pourrait n'être que partiel, une part pourrait être autofinancé par les entreprises d'une taille déjà importante.

Argumentaire :

Pour l'analyse progressiste menée en défense de la Sécurité sociale, les ressources de la Sécu (les cotisations sociales) sont toujours pensées comme des flux de valeur économique en provenance d'agents économique productifs vers des improductifs (au nom de la solidarité déclinée selon diverses catégories : jeunes et vieux, employés et chômeurs, célibataires ou sans enfants et familles, bien portants et malades...). La conséquence est qu'il ne peut jamais être porté de regard critique sur la croissance de valeur économique puisque celle-ci constitue l'assiette de la redistribution et du partage garanti par la Sécu.

En conséquence le divorce est inévitable entre les forces syndicales de lutte de classes et l'écologie politique la plus critique vis-à-vis du capitalisme (qui mobilise notamment une partie de la jeunesse politisée – certes très minoritaire) : les partisans de la décroissance économique et de la sobriété. Ces derniers se tournent alors souvent vers les propositions du « revenu de base » qui intègrent (quoique de façon totalement incohérente) cette dimension à leurs discours. La conséquence politique est catastrophique puisque les partisans de la décroissance économique se retrouvent à lutter main dans la main avec les plus violents partisans de la contre-révolution capitaliste en cours.

Cette lecture est heureusement fallacieuse. Il n'est plus possible – plus de cent cinquante ans après *Le Capital* – de confondre « richesse » et « valeur », de naturaliser la valeur économique, d'en faire un attribut invariant des biens et services socialisés. De fait, deux conventions de valeur s'affrontent dans notre société, avec des règles d'attribution d'une valeur économique à des personnes et des richesses concrètes fort différentes : la valeur capitaliste et la valeur salariale. Les institutions de la Sécu sont une des pièces maîtresses de cette dernière. Elles sont portées par un projet de démocratie sociale qui reconnaît toute la population comme créatrice de valeur économique et donc en droit de débattre et décider démocratiquement de l'orientation donnée à la valeur économique, à la production des biens et services concrets.

Dès lors pour financer une Sécurité sociale nul n'est besoin d'une croissance préalable de la valeur économique capitaliste (ensuite ponctionnée au nom de la solidarité). Bien au contraire celle-ci est l'ennemi mortel du projet de démocratie sociale portée par la Sécu. C'est ce dernier que les écologistes auraient intérêt à reconsidérer sérieusement. Bien que porté par des forces syndicales totalement étrangères (si ce n'est hostiles) à l'écologie, cette démocratie sociale – qui n'est pas à inventer de toute pièce mais déjà présente grâce aux institutions de la Sécurité sociale dont il importerait d'étendre les compétences – est la condition nécessaire pour que soit envisagée une décroissance économique (le chemin vers la sobriété que rend urgente, dans nos contrées, la débâcle écologique) sans provoquer de « crise » et déstabilisation économique majeure.